



HAL
open science

Histoire politique récente du Congo-Kinshasa (RDC) : De la création de l'AFDL à l'assassinat de LD Kabila (1997-2001)

Paulin Ibanda Kabaka

► **To cite this version:**

Paulin Ibanda Kabaka. Histoire politique récente du Congo-Kinshasa (RDC) : De la création de l'AFDL à l'assassinat de LD Kabila (1997-2001). 2016. hal-01287435

HAL Id: hal-01287435

<https://hal.science/hal-01287435>

Preprint submitted on 13 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire politique récente du Congo-Kinshasa (RDC) : De la création de l'AFDL à l'assassinat de LD Kabila (1997-2001).

Par Paulin IBANDA KABAKA, Doctorant en Histoire contemporaine, LAM Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux 3.

Mail : ibandapaulin@yahoo.fr

0. Introduction

La République démocratique du Congo est un grand pays africain qui est depuis son indépendance politique obtenue des mains des colons belges en 1960 un cas d'école car il est aux prises avec toutes les situations difficiles qu'un pays moyen ne pourrait supporter et certains observateurs se demandent comment ce pays a su résister à toutes ces vicissitudes de l'histoire tout en restant uni. Ce pays a connu plusieurs guerres civiles dont la première au lendemain de l'indépendance, de nombreuses périodes d'inflation et d'hyperinflation et des conciliabules politiques parfois interminables. Après un long règne du Maréchal Mobutu de 1965 à 1997, le pays est contrôlé par la mouvance afdélienne, en provenance de l'AFDL, un conglomérat politique ayant organisé et mené une rébellion politique contre le régime politique du Président Mobutu jusqu'à l'accaparement du pouvoir politique en RDC en 1997¹.

Cet article se propose de revisiter l'histoire politique récente de ce pays et d'en présenter les aspects saillants indispensables à la compréhension de sa marche politique inexorable vers l'avenir en parlant successivement de l'entrée de l'AFDL (I) et de sa gestion du pouvoir jusqu'à la mort de son premier chef Laurent Désiré Kabila(II),

1. L'arrivée de l'AFDL et le départ de Mobutu de la scène politique congolaise

1.1. Le génocide rwandais aux origines de la création de l'AFDL

Le génocide qui a eu lieu au Rwanda en 1994 a déversé des millions des citoyens rwandais en RDC notamment dans le Kivu à des centaines de kms du Rwanda, parfois à quelques encablures². Dans cette masse, on y retrouve les génocidaires en fuite [politiques, militaires des ex- Forces armées rwandaises-FAR-, les milices Hutu(Interhamwe)] ainsi que des

¹ ATUMBA, Honoré N.'Gbanda Nzambo Ko. *Ainsi sonne le glas: Les derniers jours du Maréchal Mobutu*. Groupe international d'édition et de publication de presse économique, 1998.

² C. KALISA et B.G. RANGIRA, *Dix ans après: réflexions sur le génocide rwandais*, Paris, L'Harmattan, 2005, p.8 et suivantes.

populations civiles des hutus ayant fui en craignant les éventuelles représailles des Tutsi de l'APR (Armée patriotique Rwandaise) et du FPR(Front patriotique rwandais) qui sont les branches armée et politique du mouvement ethnique ayant chassé le régime du Général Juvénal Habyarimana du pouvoir au Rwanda. Ces millions des Hutu ont été admis en RDC sous la pression de la Communauté internationale et encadrés par les militaires français dans le cadre de l'opération Turquoise³.

Entassés dans le Kivu, ces gens constituaient une menace et inspiraient de la crainte aux autorités politiques rwandaises. Pour désamorcer cette crainte rwandaise, le Président Mobutu va ordonner une campagne de désarmement des ex-FAR et des Interhamwe. Bien que l'Armée congolaise ait récupéré des dizaines de milliers d'armes et de dizaines de chars de combats, la capacité de nuisance militaire des anciens génocidaires reste intacte. Entretemps, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé du retour des Rwandais chez eux. Ayant constaté l'échec de l'initiative de l'Armée de Mobutu et pour faire échec au retour des millions des hutus entassés dans des camps de fortune à l'Est de la RDC, les différents camps congolais accueillant des réfugiés rwandais notamment celui de Mugunga furent bombardés ou attaqués⁴, acte qui a causé des milliers des morts et des millions des déplacés, fuyant vers les profondeurs de la RDC, sous l'œil médusé de la communauté internationale. A partir de ce moment, le retour des réfugiés rwandais au Rwanda était devenu sans objet car le Rwanda se targuait d'avoir rapatrié ses compatriotes hutus, ce qui justifiait le fait que les camps étaient vides⁵.

Accusant Mobutu de soutenir les génocidaires Hutu en fuite au Congo, les autorités de Kigali dont la hantise de la sécurité à la frontière commune avec le Congo est un impératif de survie politique ont cherché de voies et moyens afin de soutenir des initiatives politiques dissidentes

³Cfr J.C. LAFOURCADE, *Opération Turquoise: Rwanda 1994*, Paris, Perrin, 2010. P. CLERVOY, « Génocide et civilisation: quelques propos suite à l'opération Turquoise au Rwanda: Génocides » in *Perspectives psychiatriques*, 1998, vol. 37, no 1, pp. 19-21.

⁴ Lire E. KENNES, « La guerre au Congo » in S. MARYSSE et F. REYNTJENS (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire*, 1997, vol. 1998.

⁵ « Les camps installés avec l'aide du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au Nord-Kivu et au Sud-Kivu ont été attaqués systématiquement par des forces militaires de la mi-octobre à la mi-novembre 1996. La population d'un grand nombre de camps comprenait à la fois des réfugiés non armés et des soldats et des milices armés. Les attaques ont provoqué de lourdes pertes parmi la population civile. Dans certains cas, des personnes non armées, notamment des femmes et des enfants, ont été exécutées délibérément au cours de telles attaques. Au camp de Mugunga, des centaines de personnes sans armes ont été faites prisonnières et exécutées. Les troupes de l'AFDL ont joué un rôle prédominant dans les attaques contre les camps et les hauts responsables du Gouvernement rwandais ont admis publiquement que le Rwanda avait participé à ces opérations », in *ONU, Rapport de l'équipe d'enquête du Secrétaire général sur les violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire international en République démocratique du Congo*, New York, 1998, p.25.

contre le pouvoir politique décadent du dictateur Mobutu. Il convient de signaler qu'à cette époque, il y avait un mécontentement patent au sein de la communauté rwandophone du Congo car à la Conférence nationale souveraine tenue de 1990 à 1993, leur nationalité congolaise obtenue collectivement par l'ordonnance de 1971 du temps où Monsieur Bisengimana Rwema était le directeur de cabinet du Président Mobutu, était contestée puis remise en cause car la majorité de juristes congolais ont argué que la nationalité congolaise ne pouvait s'obtenir ainsi en masse mais par naturalisation individuelle.

Dans la foulée, ces rwandophones ont rejeté les noms de Tutsi ou de Hutu que les autres ethnies congolaises leur donnaient et ont opté pour le nom de Banyamulenge, ce qui veut dire les ressortissants du mont Mulenge dans le Kivu. Pour défendre leur appartenance congolaise, ils prirent des armes contre les autorités de Kinshasa dès 1991. C'est dans ce terreau politico-militaire que le pouvoir du Rwanda qui au début tenait un discours d'expansion territoriale et qui voulait redessiner les frontières de la région des grands lacs africains, avait puisé ses collaborateurs. Pour asseoir la légitimité de ce groupe face à l'opinion congolaise, ils y ont associé un certain Laurent Désiré Kabila, un vieux routard des rébellions congolaises qui fut un moment encadré par Che Guevara dans le maquis de l'Est ainsi qu'un dirigeant militaire de l'ethnie Tetela, Kisase Ngandu. C'est dans ce tourbillon politique que fut créée l'AFDL en 1996.

1.2. L'AFDL : stratégie politico-militaire et conquête du pouvoir d'Etat au Congo

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo, en sigle AFDL, a été créée le 18 octobre 1996 à LEMERA entre les acteurs suivants : Bizima Kaharamuheto, Deogratias Bugera, Kisase Ngandu, Masasu Ningada et Laurent Désiré Kabila par l'Accord politique de Lemera⁶. L'objectif de la création de l'AFDL et de l'accord de Lemera était de chasser Mobutu du pouvoir et de mettre fin à un régime dictatorial qui ne cessait de bafouer les droits de l'homme et d'appauvrir les Congolais. A cet effet, la stratégie concoctée par l'Etat-major militaire rwandais était de mobiliser les Banyamulenge qui sont des rwandophones congolais ainsi que le parti populaire du peuple (PPDP) de Laurent Désiré Kabila qui avaient quelques combattants dans le maquis du Kivu afin de les entraîner aux activités de combat moderne.

⁶ S. BUCYALIMWE MARARO, « L'ADMINISTRATION AFDL/RCD AU KIVU (NOVEMBRE 1996-MARS 2003). STRATEGIE ET BILAN » in *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire*, 2002, vol. 2003, pp. 171-205.

Des militaires rwandais et des experts militaires étrangers ont été dépêchés dans les camps d'entraînement sous le commandement militaire de James Kabarebe.

Ayant ainsi constitué une force combattante aguerrie, l'AFDL avait déclenché la guerre contre le Congo de Mobutu en novembre 1996⁷. En un mois, toute la région du Nord-Kivu était tombée entre les mains des rebelles. Chose étonnante, les soldats de l'armée nationale désertaient le front en abandonnant armes, munitions et autres équipements. Les rebelles devenaient de plus en plus puissants au fur et à mesure qu'ils récupéraient des camps militaires où ils trouvaient tout. En avançant, l'AFDL a détruit des nombreux camps des réfugiés hutu dont le plus célèbre reste le camp de Tingi-Tingi où des dizaines de milliers des gens furent massacrés, ce qui a entraîné l'exode forcé des hutus vers les forêts de la cuvette centrale à l'Ouest à des milliers de kms du Rwanda.

Après 10 mois d'une guerre éclair leur ayant permis de traverser le Congo d'Est en Ouest sur près de 2000 kms, les Kadogo de l'AFDL sont entrés à Kinshasa le matin du 17 mai 1997, date qui marque ainsi la fin du régime du maréchal Mobutu⁸.

1.3. Les derniers jours du Maréchal Mobutu au pouvoir

Affaibli par la maladie notamment le cancer de prostate dont il souffrait et de son combat contre les opposants politiques qui n'avaient cessé de le diaboliser depuis le début du processus de la démocratisation politique du Congo le 24 avril 1990, le régime mobutiste était à la fin de son cycle politique. Il convient de rappeler que Mobutu était le soutien politique de plusieurs régimes politiques et militaires de la région. Tout le monde tenait à avoir de bonnes relations avec lui. Omar Bongo, Idriss Déby, Denis Sassou Nguesso, Museveni, Habyarimana, Buyoya et Eduardo Dos Santos qu'il a longtemps crucifié en soutenant militairement et économiquement l'Unita de Jonas Savimbi, tous ces chefs d'Etat d'Afrique centrale évitaient de se fâcher avec Mobutu dont la capacité de nuisance était redoutée de tous. Malade et avec un pouvoir politique laminé par des dissensions politiques et des résistances militaires à l'Est du pays, pour les occidentaux qui l'avaient longtemps soutenu, Mobutu n'était plus l'homme de la situation qui devait pacifier l'Est du Congo et donner de garantie de sécurité au Rwanda. Dès lors, son sort était scellé. Lors d'une réunion tenue à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris en 1997, selon son propre propos, Monsieur Honoré Nbanda, l'ancien ministre de la défense

⁷ G. PRUNIER, « L'Ouganda et les guerres congolaises » in *Politique africaine*, 1999, no 3, pp. 43-59.

⁸ M. G. SCHATZBERG, "Beyond Mobutu: Kabila and the Congo" in *Journal of Democracy*, 1997, vol. 8, no 4, pp. 70-84.

du Maréchal, s'est vu proposer d'occuper le poste de chef suprême en remplacement de son patron. Ngbanda déclina cette offre et ses interlocuteurs lui dirent que les chances pour ses alliés politiques de garder le pouvoir s'évanouissaient avec son refus⁹.

Cette proposition faite à Ngbanda était due par la crainte des Occidentaux de voir Laurent Désiré Kabila s'accaparer du pouvoir. Au début des activités de l'AFDL, ils ne pensaient pas qu'il s'imposerait à la tête de ce mouvement politique. Une fois nommé porte-parole de l'AFDL, Kabila s'est imposé comme le vrai leader de ce mouvement lors des prises de nouvelles villes dans lesquelles il tenait des meetings au cours desquels il haranguait les foules en bon tribun.

Lors des négociations tenues sur le navire militaire sud-africain OUTENIQUA sous l'égide de Nelson Mandela et une médiation de l'Union africaine avec la participation des Présidents Eyadema du Togo et Pascal Lissouba du Congo-Brazza sur l'océan Atlantique au large de Pointe-Noire au Congo¹⁰, LD Kabila insistait toujours pour que Mobutu démissionna et lui laissa le pouvoir. Ce dernier ne l'entendait pas de cette oreille jusqu'à proposer le nom de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya, Président du parlement de transition de l'époque, pour être le Président de transition en attendant l'organisation des élections politiques. LD Kabila refusa cette proposition politique piège qui l'aurait obligé à stopper la progression militaire de l'AFDL vers Kinshasa¹¹.

Dès l'échec de ces négociations, la guerre reprit de plus belle et en moins de 3 mois, le front Ouest qui était conduit par des commandants militaires venus d'Angola notamment les généraux Munene et Lufu, assistés du commandant Mulele occupa tout l'Ouest de la RDC. Dans la foulée, Mobutu fuya Kinshasa le 16 mai 1997 dans la matinée parce que le Général Mahele ,son chef d'Etat-Major et ministre de la défense, lui avait demandé de partir de Kinshasa car il n'était plus en mesure d'assurer sa sécurité¹². D'ailleurs, il convient de signaler qu'après la guerre de Kenge à 250 kms de Kinshasa début mai 1997, des centaines des soldats de l'AFDL étaient déjà signalés dans le parage de Kinshasa. Au moment où

⁹ Propos tenus par M. Honoré Ngbanda sur le site internet de son parti politique l'Apareco. Disponible sur <http://apareco-rdc.com/> (consulté le 28/02/2016).

¹⁰ H. N'GBANDA NZAMBO KO ATUMBA, *Ainsi sonne le glas: Les derniers jours du Maréchal Mobutu*. Groupe international d'édition et de publication de presse économique, 1998,p.130.

¹¹ Lire à ce propos WAMU OYATAMBWE, *De Mobutu à Kabila: avatars d'une passation inopinée*, Paris, L'Harmattan, 1999.

¹² Lire à ce propos O. LANOTTE, République démocratique du Congo. Guerres sans frontières, de Joseph-Désiré Mobutu à Joseph Kabila, Bruxelles, GRIP, 2003.

l'avion de Mobutu décollait de l'aéroport de Ndjili à Kinshasa, les soldats de l'AFDL étaient déjà tapis dans les lisières des forêts et brousses entourant l'aéroport et ils eussent été capables de descendre son avion.

Mobutu parti, une agitation sans pareille s'empara de Kinshasa dès l'annonce au journal de 13 heures par la Radio France Internationale de la fuite de Mobutu à Kinshasa. LD Kabila a été prié par les membres du Conseil de sécurité d'éviter le bain de sang à Kinshasa. Néanmoins, le général Mahele qui était parti rassurer les soldats dans les casernes kinoises est assassiné dans la nuit vers 2 heures du matin du 17 mai 1997 au camp militaire Colonel Tshatshi, camp de la DSP (garde prétorienne de Mobutu), par ses anciens acolytes qui l'accusaient d'avoir trahi son serment vis-à-vis de leur chef Mobutu.

2. La gestion du pouvoir d'Etat par l'AFDL

2.1. L'AFDL, une nébuleuse socio-ethnique aux intérêts divergents

Le régime afdélien, une fois au pouvoir, a été caractérisé par un tiraillement permanent entre les différentes parties prenantes : KABILA était fait Chef de l'Etat et BUGERA, Secrétaire Général de l'AFDL, Chef du Parti au pouvoir. Une fois au pouvoir, le courant ne passait plus entre les deux nommés. Kabila reprochait à Bugera de ne réclamer que des avantages en faveur de sa tribu (Banyamulenge). Par contre, Bugera estimait que Kabila avait violé le pacte qui les unissait car il ne cherchait qu'à consolider le pouvoir entre ses mains et à gagner la légitimité des populations congolaises aux dépens de ses partenaires politiques.

Après son retour d'une visite d'Etat au Cuba chez Fidel CASTRO en juillet 1998, L.D. KABILA affirma avoir déjoué un coup d'Etat ourdi contre lui par les militaires Rwandais¹³. C'est à ce moment que tout le monde a découvert que James KABAREBE qu'on faisait passer pour un Congolais et qui était Chef d'Etat-major général de l'Armée Congolaise était Rwandais. En effet, le Général James KABAREBE, bras droit du Président KAGAME, est l'actuel Ministre de la défense du Rwanda.

¹³Cette période est analysée spécialement dans l'ouvrage suivant, G. DE VILLERS, J. OMASOMBO TSHONDA et E. KENNES, *République démocratique du Congo, guerre et politique: Les trente derniers mois de LD Kabila, août 1998-janvier 2001*, Paris, L'Harmattan, 2001.

En guise de réaction, il expulsa tous les Rwandais qui étaient venus au Congo au titre de la coopération militaire. Une véritable chasse à l'homme s'en est suivie. Se sentant en insécurité, tous les Banyamulenge désertèrent Kinshasa via Brazzaville. Ce qui déclencha la 2ème Guerre civile de 1998.

2.2. Déstabilisation politique du Congo en partant de divergences afdéliennes

Cette guerre a pour principale cause l'expulsion des Rwandais par L.D. KABILA en date du 29 juillet 1998. En effet, selon le Rwanda, Kabila avait violé les accords conclus à Lemera dont personne ne connaissait le contenu et que les Congolais suspectaient d'avoir promis une portion de terre du Kivu au Rwanda en contrepartie du soutien militaire, promesse qui rencontrerait une farouche opposition au Congo.

Cette nouvelle rébellion partira de Goma et Bukavu dans le Kivu, Région frontalière du Rwanda et du Burundi, et réussira à incorporer les chefs militaires de l'Armée Nationale qui dirigeaient ces régions militaires en l'occurrence Jean-Pierre ONDEKANE, originaire de l'Ouest.

Cette rébellion sera soutenue par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. L'armée dans ces trois pays y était contrôlée par les Tutsi et d'ailleurs, le général Kagamé, le président Rwandais, a été le chef du Renseignement militaire de Museveni (Ouganda) jusqu'à son arrivée au pouvoir à Kigali en 1994.

Finalement sur le terrain, in fine, il y aura deux grands mouvements militaires : le RCD/Goma d'obédience rwandaise dirigée par Azarias Ruberwa et le MLC de Jean-Pierre Bemba, dans le Nord, soutenu et financé par l'Ouganda. Ces deux mouvements militaires ont réussi à contrôler les deux tiers du pays (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Province Orientale, Equateur, Maniema, une partie du Kasai et le Nord-Est du Katanga) vers fin 2002.

En revanche le Pouvoir de Kinshasa a tenu le coup face à la rébellion grâce au soutien militaire du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie. Durant cette période de guerre de 1998-

2006, les richesses du Congo ont été sérieusement pillées par les mouvements armés¹⁴. Le Rwanda et l'Ouganda avaient mis la main basse sur l'or, le coltan, le manganèse, la cassitérite, l'étain, le tungstène, le niobium, le bois, le café et le cacao de la RD Congo. Ces pays qui n'en disposent presque pas sont devenus des principaux exportateurs des produits précités. Par ailleurs, le pouvoir de Kinshasa utilisait les ressources tirées du cuivre et du diamant pour payer l'assistance militaire dont il était bénéficiaire de la part de ses alliés étrangers.

Par ailleurs, les droits de l'homme ainsi que les libertés publiques sont constamment violées par les autorités de l'Etat afdélien, tout autant que les différentes factions rebelles, dans les territoires sous leur contrôle. D'ailleurs, l'opposant historique Etienne Tshisekedi, chef du parti UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), est mis en résidence surveillée et relégué dans son village natal à Kabeya Kamwanga dans le Kasai. C'est sous ce climat politique et social délétère que le pouvoir de Mzee Kabila a pris fin de manière tragique car il fut assassiné le 16 janvier 2001 par les éléments de sa garde prétorienne. Cet assassinat dont les tenants et les aboutissants, le mobile ainsi que les commanditaires restent non élucidés à ce jour, demeure l'une des grandes énigmes de l'histoire politique congolaise¹⁵.

Afin de garder le contrôle du pouvoir d'Etat, la camarilla afdélienne composée de MM. Yerodia Abdoulaye Ndombasi, Gaëtan Kakudji, Mwenze Kongolo et du Général Luetcha¹⁶, avait « confié » depuis le 26 janvier 2001, date de sa prestation de serment, le poste de Président de la République, chef de l'Etat et commandant suprême des armées au général Joseph Kabila qui était le chef d'Etat-major de la Force terrestre.

¹⁴ R. POURTIER, « Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 21 janvier 2009, consulté le 12 mars 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/10793> ; DOI : 10.4000/echogeo.10793

¹⁵ « *Qui a tué Laurent-Désiré Kabila ?* ». C'est le titre d'un documentaire diffusé ce 27 avril 2011 sur la chaîne de télévision, France O. disponible sur <http://www.rfi.fr/afrique/20110427-tue-laurent-desire-kabila> (consulté le 13/03/2016).

¹⁶ Vétéran Mai-Mai, il fut le chef d'Etat-major général au moment de l'assassinat de Mzee Kabila.